

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-CF1200

présenté par

Mme Trouvé, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, rapporteur Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurine, Mme Taurinya, M. Tavel, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 27

ÉTAT B

Mission « Économie »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Développement des entreprises et régulations	0	30 000 000
Plan France Très haut débit	0	0
Statistiques et études économiques	30 000 000	0
Stratégies économiques	0	0
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »	0	0
TOTAUX	30 000 000	30 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objet de renforcer les moyens d'action de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

En effet l'INSEE remplit une fonction absolument vitale dans la définition et la conduite des politiques publiques, en organisant les travaux statistiques des administrations publiques et des opérateurs privés contrôlés par l'État.

Sans ses techniciens et ses chercheurs, nous planifions et nous légiférons à la seule lumière de nos croyances et de nos intuitions.

Or, depuis 2018 l'INSEE a perdu 67 ETP par an ; elle n'en perdra « que » 4 conformément à la proposition établie dans le PLF 2023, mais 20 en moyenne les années suivantes.

Trois enjeux justifient plus particulièrement l'augmentation de ses moyens :

L'institut doit prendre en charge de nouvelles missions, en réponse à des demandes nouvelles des administrations et du grand public, mais aussi pour assumer les obligations très exigeantes de contribution aux bases de données d'Eurostat. Celles-ci sont utiles et relèvent du service public, sans aucun doute, mais elles mobilisent des équipes croissantes.

La dématérialisation systématique des enquêtes pénalise leur qualité : les enquêteurs et enquêtrices (à majorité des femmes) sont souvent en temps partiel contraint, quand il repose sur leur engagement et leur travail que l'INSEE dispose d'enquêtes de qualité. En outre, l'électronisation exclut notamment les illectronistes. Elle est par ailleurs peu appropriée aux questions délicates (violences sexuelles et sexistes, problèmes de santé...). Il convient de recruter des enquêteurs à temps plein et en contrat stable, rémunérés de manière attractive.

Enfin, les agents B et C sont bloqués aux niveaux inférieurs de la grille salariale, et l'empilement des primes et des gratifications exceptionnelles conduit les agents promus en catégorie B à percevoir des traitements inférieurs à ceux de leurs collègues de catégorie C.

Ces contraintes forcent l'Institut à recourir au cofinancement pour certaines de ses enquêtes, à rebours de son obligation d'indépendance absolue.

En raison des contraintes de recevabilité financière au titre de l'article 40 de la Constitution de la V^e République, le présent amendement procède au mouvement de crédits suivant :

- Il abonde de 30 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement l'action 08 Information économique, démographique et sociale du programme 220 Statistiques et études économiques.
- Il minore de 30 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement l'action 07 - Développement international des entreprises et attractivité du territoire du programme 134 Développement des entreprises et régulations.